

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél : 01 48 01 88 20
E-mail : poi@fr.oleane.com - www.partiouvrierindependant-poi.fr

Déclaration du Bureau national du POI réuni le 28 août 2021

Chaque samedi, des centaines de milliers manifestent contre le passe sanitaire, résultat des mesures liberticides de Macron et de son gouvernement alors que nous sommes toujours sous état d'urgence. Ce passe sanitaire, qui de fait s'accompagne de l'obligation vaccinale dans toute une série de secteurs, remet en cause les libertés et agit comme un instrument de division de la classe ouvrière et de la population.

À NOUVEAU SOUS COUVERT DE LA COVID, MACRON POURSUIT ET AGGRAVE SA POLITIQUE

Dans cette situation, Macron déclare pourtant : « *La crise sanitaire n'est pas derrière nous. Nous allons vivre pour encore plusieurs mois avec ce virus.* » Ainsi, non seulement le chantage doit se poursuivre, mais il faudrait qu'il dure.

Macron annonce donc sa volonté de poursuivre et aggraver encore la politique menée depuis des mois sous prétexte de la pandémie. Poursuivre la mécanique infernale de l'état d'urgence permanent, des confinements, des couvre-feux, des privations de libertés qui s'enchaînent, relayées par une communication cynique : « c'est ça ou le virus, il n'y a pas d'alternative » !

Le passe sanitaire annoncé par Macron le 12 juillet marque un cran supplémentaire dans cette mécanique en faisant porter sur les soignants et sur la population tout entière la responsabilité de la politique destructrice de ce gouvernement. Il s'agit, par l'obligation vaccinale et le passe sanitaire, de soumettre à la menace de licenciement *de facto*, de mise à pied ou d'interdictions d'embauches de centaines de milliers de salariés, dont les personnels soignants, travaillant dans des lieux où il est obligatoire.

Le Code du travail et les statuts ? Balayés ! Les collégiens et lycéens non-vaccinés risquent eux-mêmes l'éviction de leur établissement quand un

élève est Covid-positif. Dans le primaire ce serait la fermeture complète des classes.

Depuis mars 2020, la politique du gouvernement se résume à un chantage : le confinement ou le virus... le licenciement ou le virus... le droit à l'instruction ou le virus.

Et tous les ministres de décliner les propos du Président avec ce qu'il faut de pressions, de menaces et de mensonges. Qui peut croire que la santé des Français intéresse ce gouvernement, son Premier ministre et son ministre de la santé ? Les mêmes qui ont contraint les soignants à travailler sans masque, sans blouse, sans moyens et parfois malades aux premiers mois de la pandémie !

Les soignants sont devenus les cibles privilégiées du pouvoir, montrés du doigt, passés du statut de héros à celui de paria.

La santé de la population ? Entre 1998 et 2018, ce sont en moyenne 5 000 lits d'hospitalisation qui ont été fermés chaque année. Pour 2018 et 2019, Macron et Vétillard ont dépassé la barre des 7 500 lits fermés chaque année, un record ! 2020 sera un millésime du même tonneau et la fermeture d'hôpitaux publics d'ici 2025 devrait pulvériser le record des fermetures de lits.

Cette baisse des capacités hospitalières, les déserts médicaux, ont créé une situation telle que des dizaines de milliers de décès vont survenir pour des pathologies comme le cancer et d'autres pour lesquelles des opérations ont été déprogrammées par milliers.

La santé des Français serait une priorité pour le pouvoir ? Les faits donnent la réponse. Sans même parler de la situation des médecins généralistes, de la médecine du travail sacrifiée ou des EHPAD où des milliers sont décédés dans des conditions indignes.

Aujourd'hui, avec le passe sanitaire, ce sont

même des milliers de patients qui pourraient se voir refoulés aux portes de l'hôpital public, et des hospitaliers qui pourraient être licenciés.

Et si la vaccination est indubitablement un considérable progrès pour l'humanité, la campagne de vaccination actuelle, sur laquelle il ne nous appartient pas de porter un jugement médical, non seulement ne respecte pas la liberté de chacun, mais ne saurait occulter le désastre sanitaire organisé qui met en danger la vie des travailleurs et de la population.

S'AGIT-IL DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ? OU BIEN DES BESOINS DES CAPITALISTES ?

À l'université d'été du Medef ces derniers jours, Geoffroy Roux de Bézieux a remercié chaleureusement le gouvernement déclarant : « *Depuis dix-huit mois, vous avez toujours été avec nous* ».

« *Geoffroy Roux de Bézieux et Bruno Le Maire à l'unisson sur les mesures à prendre pour relancer l'économie* » titre *Le Monde*. Car derrière les remerciements pour les profits gigantesques du CAC 40 ces derniers mois, c'est surtout un accord sur la poursuite de la politique à mener qui vient d'être acté, notamment l'entrée en vigueur de la réforme de l'assurance-chômage au 1^{er} octobre.

C'est aussi la confirmation de la « nécessaire » réforme des retraites annoncée par les ministres et toutes les autorités du parti présidentiel.

Ils entendent continuer, ils veulent utiliser la pandémie encore et encore.

LES TRAVAILLEURS VEULENT BLOQUER CETTE POLITIQUE CRIMINELLE

Cette politique, sous couvert de lutte contre la Covid, n'engendre que le chaos. Sa ligne directrice est la poursuite de la destruction des droits et libertés, la déréglementation du travail, la remise en cause du Code du travail, des statuts et des grandes conquêtes sociales de 1936 et 1945 : la Sécurité sociale, la retraite, l'assurance-chômage, la santé, l'enseignement, provoquant une colère gigantesque dans le pays, un rejet jamais atteint des institutions et de ceux qui les représentent.

Un rejet qui s'est exprimé lors des dernières élections régionales, où 33 millions de Français ont refusé d'aller voter et où au total la majorité présidentielle ne représente que 3 % des électeurs inscrits...

Un rejet, une colère, qui se sont exprimés tout l'été avec, fait inédit, de puissantes manifestations de centaines de milliers chaque samedi dans plus de 200 villes de France contre le passe sanitaire.

Nombre de travailleurs, de militants et de syndiqués y participent, et ce alors que les sommets des grandes confédérations syndicales n'ont pas jugé utile de proposer, d'organiser la moindre mobilisation de riposte contre cette avalanche de remises en cause.

Les travailleurs, les exploités, les laissés pour compte, les militants, syndiqués ou pas, cherchent à s'unir, à s'organiser, ils cherchent toutes les formes pour résister, pour bloquer cette mécanique infernale. Ils veulent stopper cette politique du chaos, ils veulent le retrait du passe sanitaire, la levée de l'état d'urgence, le rétablissement de toutes les libertés incluant la liberté de choix de la vaccination et la liberté de prescription des médecins ; ils veulent l'arrêt de l'étranglement du système de santé, l'arrêt définitif des fermetures de lits, de services, d'hôpitaux, la réouverture immédiate de milliers de lits d'hospitalisation accompagnée d'un recrutement massif de soignants avec une augmentation générale des salaires. C'est dans ce mouvement que le Parti ouvrier indépendant inscrit toute son activité politique, ce sont ces mesures urgentes de sauvegarde qu'il met en avant, pour aider les travailleurs à rassembler leurs forces contre Macron, contre sa politique.

LE CNRR ORGANISE UNE INITIATIVE D'AMPLEUR À L'AUTOMNE PROCHAIN

Afin de contribuer à nourrir et organiser cette recherche, les délégués des comités locaux du Comité national de résistance et de reconquête (CNRR) réunis le 3 juillet ont décidé de lancer une initiative d'ampleur nationale à l'automne prochain. Au centre de la discussion : aider à regrouper une force politique indépendante au service de la lutte de classe (ce que font déjà les comités locaux, directement engagés dans des batailles en cours), aider les travailleurs, les militants et les jeunes à se regrouper, à entraîner leurs organisations pour stopper l'offensive en cours contre toutes les conquêtes sociales, contre les acquis de 1936 et 1945. Chercher à resserrer les liens afin de construire cette force politique avec tous ceux qui résistent, tous ceux qui ont manifesté leur rejet du système en place, afin d'ouvrir une issue politique conforme à la démocratie.

Le Parti ouvrier indépendant et son journal *Informations ouvrières* sont partie prenante de cette bataille.

Adoptée à l'unanimité.